

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPPS/W/9

11 septembre 1996

(96-3501)

Groupe de travail des services professionnels

LIEN ENTRE LES DISCIPLINES DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE (ACCORD OTC) ET DE L'ACCORD SUR LES PROCEDURES DE LICENCES D'IMPORTATION ET L'ARTICLE VI:4 DE L'ACCORD GENERAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES

Note du Secrétariat

Table des matières

	<u>Pages</u>
I. CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE VI:4, ACCORD OTC ET ACCORD SUR LES PROCEDURES DE LICENCES D'IMPORTATION	2
II. INCIDENCE DES PRINCIPAUX ELEMENTS DE L'ACCORD OTC SUR LES SERVICES	4
i) Objectifs légitimes en matière de politique générale	4
ii) Question de savoir si un règlement est plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire	5
- Prescriptions en matière de qualifications	5
- Prescriptions en matière de licences	6
- Normes techniques	6
iii) Utilisation de normes internationales	7
iv) Prescriptions en matière de notification	9
v) Application et reconnaissance mutuelle des procédures d'évaluation de la conformité	9
III. PRINCIPAUX ELEMENTS DE L'ACCORD SUR LES PROCEDURES DE LICENCES D'IMPORTATION	11
IV. RESUME ET CONCLUSIONS	13
i) Accord sur les obstacles techniques au commerce	14
ii) Accord sur les procédures de licences d'importation	15

1. La présente note a été établie en réponse à la demande formulée par le Groupe de travail des services professionnels à sa réunion informelle du 22 mai 1996. Elle aborde ce qui semble être les principales questions concernant le lien entre l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC) et l'Accord sur les procédures de licences d'importation, d'une part, et l'élaboration de disciplines concernant les qualifications, les normes techniques et les licences au titre du paragraphe 4 de l'article VI de l'AGCS. Elle porte en particulier sur l'applicabilité des approches normatives utilisées dans les deux accords aux catégories de mesures visées par l'article VI:4, notamment dans le secteur comptable. Elle a été établie sur la base d'un précédent document introductif du Secrétariat¹ qui définit la façon dont les deux accords donnent effet à un certain nombre de notions et de principes de base. Cette note ne contient pas une étude exhaustive des questions auxquelles il faudrait s'intéresser à ce sujet et ne prétend pas non plus donner une interprétation faisant autorité des dispositions de l'AGCS.

2. La note comporte quatre sections. La première contient une brève description du champ d'application de l'article VI:4 de l'AGCS ainsi que de l'Accord OTC et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. La deuxième donne une description des éléments essentiels de l'Accord OTC et une analyse de leur applicabilité aux mesures mentionnées à l'article VI. Dans la troisième, on a examiné le lien entre les disciplines de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et la prescription établie dans l'AGCS selon laquelle les procédures de licences ne doivent pas constituer en soi une restriction au commerce. La quatrième et dernière section contient un résumé des principaux points que ce document a permis de dégager et qui méritent un examen plus attentif de la part des Membres.

I. CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE VI:4, ACCORD OTC ET ACCORD SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

3. Au paragraphe 4 de l'article VI de l'AGCS, il est demandé au Conseil du commerce des services d'élaborer toutes disciplines nécessaires pour faire en sorte que les mesures en rapport avec les prescriptions et procédures en matière de qualifications, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce des services. Les mesures relevant de l'article VI:4 sont prises à des fins réglementaires ou pour atteindre des objectifs d'intérêt public. Elles n'ont pas pour objet de restreindre les échanges et si elles ont des effets restrictifs secondaires, l'article VI exige que ces effets soient limités au niveau minimal compatible avec la réalisation de l'objectif de politique générale visé. Les mesures mentionnées à l'article VI:4 ne devraient pas non plus avoir pour effet d'établir une discrimination entre les services et fournisseurs de services étrangers et nationaux.² Les mesures sont légitimes au regard de l'article VI, pour autant qu'elles répondent aux conditions énoncées au paragraphe 4.³ En revanche, les mesures visant à restreindre le commerce et/ou à établir une discrimination entre les fournisseurs nationaux et étrangers relèvent de l'article XVI, de l'article XVII et de l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II.

¹Voir le document S/WPPS/W/6 intitulé *Renseignements de caractère général concernant l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et l'Accord sur les procédures de licences d'importation*.

²Il est naturellement possible qu'une réglementation intérieure qui ne vise pas à établir une discrimination à l'encontre des fournisseurs étrangers le fasse en pratique. En pareil cas, s'il existe un engagement pertinent inscrit dans la Liste, l'obligation en matière de traitement national pourrait être invoquée dans une procédure de règlement des différends pour obtenir une modification de la mesure.

³D'après l'article VI:4, les prescriptions doivent répondre à trois conditions, non exhaustives; elles doivent: i) être fondées sur des critères objectifs et transparents; ii) ne pas être plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour assurer la qualité du service; et iii) dans le cas de procédures de licences, ne pas constituer en soi une restriction à la fourniture du service.

4. Il est utile de distinguer les différentes catégories et sous-catégories de mesures visées à l'article VI:4:

- Prescriptions en matière de qualifications: ce sont des prescriptions de fond auxquelles un fournisseur de services professionnels doit satisfaire pour obtenir un certificat ou une licence. Elles portent en particulier sur des questions telles que la formation, notamment la formation pratique, les diplômes, l'expérience ou les connaissances linguistiques.
- Procédures en matière de qualifications: ce sont des règles administratives ou procédurales en rapport avec l'application des prescriptions en matière de qualifications. Elles comprennent les procédures à suivre, notamment les prescriptions administratives à respecter, pour acquérir une qualification: où s'inscrire pour suivre certains programmes, conditions à remplir pour s'inscrire, documents à présenter, frais à régler, prescriptions en matière de présence physique, autres moyens possibles de suivre un programme de formation (par exemple enseignement à distance), autres moyens possibles d'obtenir une qualification (par exemple grâce à des équivalences), organisations des examens, etc.
- Prescriptions en matière de licences: il s'agit de prescriptions de fond autres qu'en matière de qualifications, auxquelles un fournisseur de services doit satisfaire pour obtenir l'autorisation officielle de fournir un service. Elles englobent les prescriptions en matière de résidence, les frais à régler, les prescriptions en matière d'établissement et d'enregistrement, etc.
- Procédures en matière de licences: ce sont les procédures administratives en rapport avec le dépôt et l'examen d'une demande de licence; elles recouvrent des questions telles que les délais d'examen des demandes et le nombre de documents et la quantité de renseignements à présenter avec la demande.
- Normes techniques: ce sont des prescriptions qui peuvent s'appliquer à la fois aux caractéristiques ou à la définition du service lui-même et à la façon dont il est fourni. Par exemple, une norme peut définir en quoi consiste un audit, ce qui revient à définir le service; une autre norme peut établir les règles déontologiques ou le code de conduite à respecter par l'auditeur.

5. La prescription fondamentale énoncée à l'article VI:4, en vertu de laquelle les mesures de réglementation intérieures dans le domaine des services ne devraient pas être élaborées ni appliquées de manière à créer des obstacles non nécessaires au commerce, ressemble aux disciplines qui sont au centre de l'Accord OTC, lequel a établi pour la première fois des règles acceptées au niveau international qui régissent l'élaboration, l'adoption et la certification de normes de produits. L'objectif de l'Accord est de faire en sorte que les règlements techniques, les normes facultatives et les procédures d'évaluation de la conformité adoptés pour des raisons de sécurité, de santé, de protection du consommateur ou de l'environnement, ou à d'autres fins, ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce.

6. Conformément à l'Accord OTC, les règlements techniques énoncent les caractéristiques d'un produit et ses méthodes de production; leur respect est obligatoire. Les normes facultatives précisent aussi les caractéristiques d'un produit mais leur respect n'est pas obligatoire. Les procédures d'évaluation de la conformité sont des mesures appliquées pour déterminer si les prescriptions pertinentes des règlements techniques ou des normes sont respectées. Il existe des ressemblances manifestes entre ces trois types de mesures et les mesures visées par l'article VI:4 de l'AGCS. On peut supposer que les normes techniques au sens de l'article VI:4 comprennent à la fois les règlements techniques et les

normes facultatives tels qu'ils sont définis dans l'Accord OTC. Les prescriptions en matière de qualifications contenues dans l'AGCS sont aussi analogues aux règlements techniques en ce sens qu'elles établissent des normes obligatoires concernant les qualifications qu'un fournisseur de services doit posséder. On peut aussi constater des similitudes entre les procédures d'évaluation de la conformité prévues dans l'Accord OTC et certaines des procédures en matière de qualifications mentionnées à l'article VI:4 puisque, dans les deux cas, il s'agit de règles administratives et procédurales visant à vérifier le respect de certains règlements de fond obligatoires.

7. L'Accord sur les procédures de licences d'importation porte sur les procédures administratives utilisées pour l'application de régimes qui exigent une licence comme condition préalable à l'importation. L'Accord concerne exclusivement les prescriptions relatives aux procédures et non les objectifs du régime de licences ou les critères qui y sont prévus. Les disciplines de l'Accord applicables aux licences d'importation non automatiques exigent que les procédures d'octroi de licences n'agissent pas comme des restrictions s'ajoutant à celles que le régime de licences administre (par exemple les restrictions quantitatives). De même, l'élaboration de règles plus détaillées sur les licences dans le cadre de l'AGCS viserait à assurer que les procédures en matière de licences dans le domaine des services, comme les procédures de licences d'importation dans le domaine des marchandises, sont transparentes, prévisibles et administrées d'une manière impartiale et qu'elles ne sont pas plus rigoureuses qu'il n'est strictement nécessaire.

II. INCIDENCE DES PRINCIPAUX ELEMENTS DE L'ACCORD OTC SUR LES SERVICES

8. Les disciplines de l'Accord OTC visent à parvenir à un équilibre entre la liberté, pour les pays Membres, d'adopter et d'appliquer les règlements jugés nécessaires pour atteindre des objectifs légitimes de politique générale, et la nécessité de faire en sorte que ces mesures ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce. L'article VI:4 de l'AGCS repose sur la même approche normative, exigeant que les mesures réglementaires intérieures ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce des services. On trouvera ci-dessous une description des cinq éléments essentiels de l'Accord OTC et un examen de leur applicabilité dans le cadre de l'article VI.

i) Objectifs légitimes en matière de politique générale

9. Aux termes de l'Accord, les règlements techniques ne doivent pas être plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait. Pour évaluer ces risques, un certain nombre de critères sont indiqués comme étant pertinents; il s'agit notamment des données scientifiques et techniques disponibles, des techniques de transformation connexes et des utilisations finales prévues pour les produits. Cette liste n'est pas exhaustive. En outre, les règlements techniques ne doivent pas être maintenus si les circonstances ou les objectifs qui ont conduit à leur adoption ont cessé d'exister ou ont changé de telle sorte qu'il est possible d'y répondre d'une manière moins restrictive pour le commerce.

10. L'article 2.2 de l'Accord contient une liste indicative des objectifs de politique générale considérés comme légitimes. Ces objectifs sont, entre autres, la sécurité nationale, la prévention de pratiques de nature à induire en erreur, la protection de la santé ou de la sécurité des personnes, de la vie ou de la santé des animaux, la préservation des végétaux et la protection de l'environnement. Cette approche laisse supposer que d'autres objectifs peuvent être jugés légitimes mais la façon dont la disposition est rédigée ne permet pas de savoir ce qu'ils sont ni par quelle procédure ils peuvent être considérés comme tels.⁴

⁴Si l'Accord devait donner une liste exhaustive d'objectifs de politique générale, cela reviendrait implicitement à affirmer la légitimité de toutes les interventions justifiées pour des raisons d'intérêt public. La pratique au GATT a été d'éviter de contester les objectifs non commerciaux des gouvernements, sauf dans le cadre de

11. Une question importante qui se pose au Groupe de travail est de savoir si la même approche consistant à éviter d'énumérer de façon exhaustive les objectifs d'intérêt public serait appropriée dans l'AGCS. Actuellement, l'article VI n'aborde que très peu de façon directe la question des objectifs des interventions réglementaires. L'article VI:4 b) dispose cependant que les prescriptions réglementaires intérieures ne doivent pas être plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire "pour assurer la qualité du service". Les membres du Groupe de travail voudront peut-être examiner s'il est souhaitable de définir plus précisément les "objectifs légitimes" de politique générale. Il serait particulièrement intéressant, à propos de l'article VI:4, de se demander si de tels objectifs devraient être définis en général et applicables à tous les secteurs de services, ou s'ils devraient être définis au niveau des secteurs. Par exemple, assurer la qualité des services est certainement un objectif général valable alors que, dans le cas de la comptabilité, des objectifs plus spécifiques pourraient aussi être élaborés.

ii) Question de savoir si un règlement est plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire

12. L'article 2.2 de l'Accord OTC dispose que les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime. Une mesure ayant pour effet de restreindre le commerce ne peut être considérée comme "nécessaire" que s'il n'existe pas d'autres mesures perturbant moins le commerce et que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'un Membre utilise pour atteindre le même objectif de politique générale. Comme il a été noté ci-dessus, l'article VI:4 établit aussi l'obligation d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce. Le Groupe de travail voudra peut-être examiner s'il serait souhaitable d'explicitier davantage cette notion, au niveau général ou au niveau sectoriel. On trouvera ci-dessous, appliquées au secteur de la comptabilité, des considérations dont il serait intéressant de tenir compte dans chacun des domaines de réglementation visés à l'article VI:4.

- Prescriptions en matière de qualifications

13. On considère souvent que les prescriptions en matière de qualifications se composent de trois éléments essentiels: la formation, les diplômes et l'expérience. Dans le secteur comptable, par exemple, la formation recouvre l'ensemble des connaissances acquises par les professionnels comptables sur des questions telles que l'audit, la comptabilité générale, la comptabilité analytique, la comptabilité de gestion, l'analyse des états financiers, le droit fiscal, le droit des faillites, etc. Les professionnels comptables doivent aussi prouver qu'ils ont passé un examen d'aptitude professionnelle portant à la fois sur les connaissances théoriques et l'aptitude à appliquer ces connaissances dans la pratique. La plupart des pays exigent aussi que les professionnels comptables, pour être autorisés à pratiquer, aient une expérience d'une certaine durée résultant d'une pratique approuvée et supervisée dans un milieu professionnel approprié.

14. Il peut exister des différences importantes d'un pays à l'autre en ce qui concerne le niveau des prescriptions relatives à ces trois domaines. Ces différences, qui peuvent rendre le respect des prescriptions difficile pour les étrangers, sont souvent non discriminatoires et résultent simplement de la complexité de l'économie en question ou de la nature des fonctions que les professionnels comptables sont tenus d'exercer conformément au droit national. Dans le cas des prescriptions qui peuvent être considérées comme ayant un effet discriminatoire (par exemple celles qui précisent que les études, pour être reconnues, doivent avoir été faites dans des établissements particuliers ou que l'intéressé doit avoir résidé dans le pays pendant une certaine période), il faut se rappeler que les dispositions de l'AGCS concernant le traitement national (dans les secteurs où des engagements ont été inscrits dans des listes) prévoient en principe des moyens de recours pour évaluer si les prescriptions,

l'article XX, qui donne une liste exhaustive des raisons pour lesquelles il est autorisé de déroger aux obligations contractées dans le cadre du GATT.

qui n'ont peut-être pas été élaborées dans l'intention d'exclure les professionnels étrangers, établissent une discrimination dans la pratique.

15. Etant donné que l'article XVII de l'AGCS peut avoir un large champ d'application, les membres du Groupe de travail voudront peut-être examiner ce qu'implique la nécessité de faire en sorte que les prescriptions non discriminatoires en matière de qualifications ne soient pas inutilement rigoureuses. Ils devraient à cette occasion se rappeler qu'il peut être nécessaire et approprié que les qualifications varient d'un pays à l'autre, sur le plan de la teneur, de la durée et de la rigueur des systèmes d'enseignement et d'examens ainsi que de la nature et de la durée de l'expérience requise, et il est peu probable que l'on puisse élaborer une définition commune et détaillée de ce qui est trop rigoureux pour les pays à propos d'un service particulier. Cependant, les membres jugeront peut-être utile d'étudier quelques exemples évidents de ce qui peut être considéré comme plus rigoureux qu'il n'est nécessaire. A cet égard, ils voudront peut-être examiner s'il serait utile de prévoir, en s'inspirant des procédures relatives aux groupes d'experts techniques établies à l'article 14 et à l'Annexe 2 de l'Accord OTC, un processus de consultations qui leur permettrait de se rencontrer et de confronter leurs vues au sujet de questions pour lesquelles des renseignements techniques spécialisés pourraient être nécessaires.

- Prescriptions en matière de licences

16. Les prescriptions en matière de licences sont largement utilisées pour réglementer les activités de services. Les services comptables ne font pas exception. Outre que les professionnels comptables étrangers doivent posséder les qualifications nécessaires, les autorités compétentes peuvent imposer un certain nombre d'autres prescriptions. Celles-ci peuvent porter sur la nationalité, l'établissement ou la résidence, l'appartenance à une association professionnelle locale, la souscription d'une assurance professionnelle et la preuve d'une bonne réputation morale et financière. On peut noter que cette exemplative comprend une prescription en matière de nationalité qui impose au fournisseur étranger une condition préalable qui n'est pas liée à son aptitude à fournir le service. Cette prescription, qui revient à une discrimination à l'encontre des fournisseurs étrangers, relève des dispositions relatives à l'accès aux marchés et au traitement national des articles XVI et XVII respectivement. L'article VI:4 ne porte que sur les prescriptions qui n'établissent pas de discrimination entre les fournisseurs de services d'autres Membres ou en faveur des fournisseurs de services d'origine nationale.

17. Afin d'établir toutes disciplines nécessaires concernant les prescriptions en matière de licences au titre de l'article VI:4, il semble essentiel de savoir comment le Groupe de travail pourrait utiliser l'approche adoptée dans l'Accord OTC consistant à définir les objectifs d'intérêt public légitime et à énoncer une règle générale selon laquelle les mesures intérieures ne doivent pas être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif. En ce qui concerne le secteur comptable, les membres ont déterminé un certain nombre de grands objectifs de politique générale, notamment la sauvegarde de l'intérêt général, la protection du consommateur et la garantie de la qualité du service, qui sont valables pour la plupart et peut-être la totalité des prescriptions en matière de licences qui ont été citées. Compte tenu de ces objectifs, il semblerait raisonnable de proposer que les membres envisagent d'établir un processus de consultations multilatérales (mentionné au paragraphe 15) qui permettrait d'examiner les prescriptions en matière de licences qui sont jugées inutilement rigoureuses.

- Normes techniques

18. L'AGCS ne contient pas de définition des normes techniques mais les travaux réalisés dans le secteur comptable semblent montrer que, s'agissant du commerce des services, les normes s'appliquent non seulement aux caractéristiques techniques du service lui-même (par exemple définition des méthodes d'établissement de l'information financière) mais aussi aux règles selon lesquelles le service doit être exécuté (par exemple définition de la façon dont un auditeur compétent devrait réaliser un audit, notamment type des vérifications à faire, documents à utiliser à cette fin, etc.). Cette distinction est

semblable à celle qui est faite dans l'Accord OTC entre les normes de produits et les normes relatives aux procédés et méthodes de production. En principe, toutes les normes techniques visent à atteindre des objectifs légitimes de politique générale, notion qui a déjà été codifiée dans l'Accord OTC et qui est aussi inhérente à la logique sur laquelle repose l'article VI:4. L'effet potentiellement restrictif de ces normes sur le commerce des marchandises comme celui des services est aussi bien reconnu. En conséquence, le principal objectif de toutes disciplines relatives à l'usage de ces mesures sera nécessairement le même dans les deux cas, c'est-à-dire faire en sorte que ces mesures ne constituent pas un obstacle non nécessaire au commerce.

19. Pas plus que l'Accord OTC, l'article VI de l'AGCS ne vise à élaborer ou à formuler des normes techniques. Les normes sont formulées et élaborées en fonction de l'évolution de l'environnement juridique, social et économique et, les circonstances étant parfois très différentes à travers le monde, il est normal qu'elles varient d'un pays à l'autre. Dans le secteur comptable, par exemple, les pays ayant des normes techniques de vaste portée hésitent en général à reconnaître les travaux réalisés dans les pays où les normes sont sensiblement différentes. L'état financier d'une société vérifié dans un pays de cette dernière catégorie devra généralement faire l'objet d'un nouvel audit par des professionnels locaux dans un pays de la première catégorie pour répondre aux prescriptions juridiques nationales. L'un des objectifs du Groupe de travail est de faire en sorte que ces normes ne soient pas élaborées et appliquées de façon à restreindre inutilement le commerce en réalisant leurs objectifs. L'Accord OTC, qui énonce des règles régissant tous les stades des activités liées aux normes - élaboration, adoption et certification - donne des indications intéressantes et on peut raisonnablement supposer que les principes qui sont au centre de cet accord, notamment le critère de la nécessité ou de l'effet le moins restrictif pour le commerce, pourraient être utiles pour établir les disciplines visant à éviter que l'utilisation de normes techniques dans les services ne devienne plus rigoureuse qu'il n'est nécessaire. Les membres voudront peut-être se demander si les travaux du Groupe concernant les normes techniques devraient viser seulement à créer des règles régissant les consultations intergouvernementales relatives aux obstacles techniques au commerce des services, ou bien à établir des disciplines qui s'appliqueraient à tous les stades des activités liées aux normes. En tout état de cause, il faudrait peut-être dans un premier temps se demander ce qu'est une norme technique dans le secteur des services et sur quoi devrait porter une définition pratique.

iii) Utilisation de normes internationales

20. L'Accord OTC utilise les normes internationales comme référence pour déterminer si une mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. L'article 2.4 dispose que si des normes internationales pertinentes existent ou sont sur le point d'être mises en forme finale, les Membres doivent utiliser ces normes internationales ou leurs éléments pertinents comme base de leurs règlements techniques, sauf lorsqu'ils seraient inefficaces ou inappropriés pour réaliser les objectifs légitimes recherchés. Les facteurs qui peuvent justifier que les pays ne se fondent pas sur les normes internationales sont notamment des facteurs climatiques ou géographiques fondamentaux ou des problèmes technologiques fondamentaux.

21. L'Accord OTC établit une présomption réfutable selon laquelle les règlements techniques nationaux ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce international s'ils ont pour objet d'atteindre un objectif légitime et s'ils sont rédigés conformément aux normes internationales pertinentes. Les Membres sont encouragés à utiliser les normes internationales pertinentes en vue d'harmoniser le plus largement possible leurs règlements techniques, leurs normes et leurs procédures d'évaluation de la conformité. Les normes internationales sont définies de façon générale dans l'Accord OTC et comprennent à la fois les normes élaborées par la communauté internationale à activité normative qui sont fondées sur un consensus et des documents qui ne sont pas fondés sur un consensus. En outre, les Membres sont tenus de participer activement, "dans les limites de leurs ressources", aux travaux des organismes internationaux à activité normative compétents.

22. L'article VI:5 de l'AGCS dispose que pour déterminer si les règlements intérieurs d'un Membre sont conformes aux critères énoncés à l'article VI:4, on tiendra compte des normes internationales des organisations internationales compétentes appliquées par ce Membre. En outre, conformément à l'article VII:5 de l'AGCS, chaque fois que cela est approprié, les Membres collaboreront avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes à l'établissement et à l'adoption de normes internationales communes pour l'exercice des activités et professions pertinentes en rapport avec les services. Les dispositions actuelles de l'AGCS ne vont pas, comme le fait l'Accord OTC, jusqu'à créer une obligation générale pour les Membres d'utiliser des normes internationales quand il en existe, établissant ainsi une présomption réfutable selon laquelle toute mesure compatible avec des normes internationales serait considérée comme ne créant pas d'obstacle non nécessaire au commerce. Elles semblent cependant aller dans le même sens.

23. Au cours de ses délibérations sur les services comptables, secteur dans lequel un certain nombre de normes internationales concernant l'exercice de la profession et les qualifications ont été établies, le Groupe de travail a reçu des renseignements sur l'élaboration et la promotion de normes internationales relatives à la comptabilité, à l'audit, à la formation et à la déontologie. Pour ce qui est par exemple des normes comptables internationales, les membres ont été informés que le Comité international des normes comptables, en coopération avec d'autres organisations professionnelles et organismes de réglementation, avait élaboré des normes de ce type et s'occupait en même temps d'améliorer les normes actuelles et d'en établir de nouvelles. Ces travaux avaient eu jusqu'ici pour effet de mieux informer les membres de l'utilisation de normes internationales comme fondement des prescriptions en matière d'établissement et de publication de l'information financière ainsi qu'à d'autres fins réglementaires.

24. Le Groupe de travail s'intéresse surtout, naturellement, à la façon d'éviter que les normes aient des effets restrictifs non nécessaires pour le commerce, résultant par exemple des disparités que présentent les diverses normes nationales ou d'un manque de renseignements sur les prescriptions techniques relatives aux normes. Compte tenu des renseignements dont dispose le Groupe de travail, les membres estiment-ils qu'ils ont une base suffisante pour parvenir à des conclusions préliminaires concernant l'applicabilité de l'approche adoptée dans l'Accord OTC à l'utilisation de normes comptables internationales en tant que référence pour déterminer si des normes nationales sont peut-être plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour atteindre un objectif légitime de politique générale? Si cette approche devait être jugée appropriée s'agissant des disciplines qui pourraient être établies au sujet des normes techniques dans le secteur comptable, il y aurait d'autres questions connexes à étudier. Il faudrait notamment déterminer si l'utilisation des normes internationales serait obligatoire et si elle établirait une présomption réfutable selon laquelle la mesure en question ne constitue pas un obstacle non nécessaire au commerce des services. Une approche du type OTC dans ce secteur pourrait par exemple revenir à établir pour les Membres une obligation générale d'utiliser les normes comptables internationales en tant que telles ou comme base des normes nationales sur l'établissement de l'information financière, ou même de demander aux sociétés de rendre leurs états financiers conformes aux normes comptables internationales chaque fois qu'elles ont utilisé des normes différentes.

25. Les travaux réalisés actuellement par la profession comptable dans le domaine des recommandations internationales concernant les qualifications et la formation pourraient avoir des incidences sur les travaux relatifs aux prescriptions en matière de qualifications. L'IFAC a entrepris d'établir des normes déontologiques ainsi que des recommandations internationales en matière de formation qui portent sur la formation permanente; l'éducation et la formation des techniciens-comptables; la formation nécessaire pour accéder à la profession, les tests d'aptitude professionnelle et l'expérience pratique des professionnels comptables; et la déontologie. Les membres voudront peut-être se demander si ces recommandations pourraient être utilisées en tant que normes internationales afin d'évaluer si les prescriptions en matière de qualifications peuvent être considérées comme des obstacles non nécessaires au commerce au sens de l'article VI:4 et dans quelle mesure elles peuvent l'être.

26. Le Groupe de travail, conformément à son mandat, a centré ses travaux sur une meilleure compréhension de l'utilisation des normes internationales dans le secteur comptable. Les membres voudront peut-être à un certain stade examiner les incidences d'autres normes mondiales. Les normes internationales les mieux connues sont celles de la série ISO 9000, qui sont des principes directeurs génériques concernant la gestion et l'assurance de la qualité dans les industries manufacturières et les services. Un examen de normes internationales d'assurance de la qualité aussi largement reconnues pourrait aider à évaluer, en particulier, l'effet de restriction du commerce qu'entraînent les procédures de licences pour les fournisseurs de services.

iv) Prescriptions en matière de notification

27. L'Accord OTC dispose que, dans le cas où les Membres ne font pas appel aux normes internationales pertinentes, ou en l'absence de telles normes, il doit être satisfait à certaines prescriptions procédurales lorsqu'il y a lieu de penser que le règlement technique envisagé pourrait avoir un effet notable sur le commerce. Il est notamment prévu que les normes futures doivent être notifiées aux autres Membres par le biais du Secrétariat de l'OMC suffisamment tôt lors de leur élaboration (généralement au moins 60 jours avant l'adoption en bonne et due forme) afin de ménager aux autres Membres un délai raisonnable pour formuler des observations. Ces observations doivent être prises en compte avant l'adoption des règlements ou des procédures d'évaluation de la conformité.

28. L'article III de l'AGCS (Transparence) prévoit plusieurs obligations, notamment la publication des mesures d'application générale ou la mise à la disposition du public de renseignements sur ces mesures, ainsi que l'établissement de points d'information chargés de fournir aux Membres qui en font la demande des renseignements spécifiques sur les réglementations applicables aux services. Cependant, la seule prescription en matière de notification figurant à l'article III est énoncée au paragraphe 3, selon lequel les Membres sont tenus de notifier les nouvelles réglementations, ou les modifications des réglementations existantes, qui affectent notablement le commerce dans les secteurs visés par leurs engagements spécifiques. Aux fins de l'élaboration des disciplines prévues à l'article VI:4, il convient de se demander s'il faut instituer des obligations plus substantielles en matière de transparence, notamment par le biais des notifications, pour certains types de réglementations relatives aux services. Par exemple, faudrait-il que toutes les réglementations concernant les prescriptions en matière de qualifications et de licences et les normes techniques soient notifiées à l'OMC? Ou faudrait-il limiter cette obligation à certaines sous-catégories de ces réglementations? De même, cette obligation devrait-elle être étendue à tous les secteurs des services ou viser uniquement les secteurs et sous-secteurs pour lesquels des engagements spécifiques sont contractés? Faudrait-il que certaines réglementations (concernant, par exemple, les prescriptions en matière de qualifications et/ou les normes techniques) soient notifiées avant leur adoption pour que les autres Membres de l'OMC aient la possibilité de formuler des observations? Dans l'affirmative, jusqu'à quel point le Membre qui présente la notification serait-il censé prendre en compte ces observations dans l'élaboration de la réglementation en question? Il va sans dire que les réponses à ces questions ne seraient peut-être pas les mêmes pour toutes les catégories de mesures visées à l'article VI:4 ni pour l'ensemble des secteurs des services.

v) Application et reconnaissance mutuelle des procédures d'évaluation de la conformité

29. Aux termes de l'Accord OTC, les procédures d'évaluation de la conformité s'entendent de toute procédure utilisée, directement ou indirectement, pour déterminer que les règlements techniques ou normes sont respectés. Elles peuvent comprendre l'échantillonnage, l'essai et l'inspection; l'évaluation, la vérification et l'assurance de la conformité; l'enregistrement, l'accréditation et l'homologation; ainsi que les combinaisons de ces opérations.

30. Du fait que la multiplicité des opérations d'essai, d'inspection et de certification auxquelles sont soumis les produits exportés vers différents pays accroît l'incertitude et les coûts pour les entreprises,

et crée des obstacles non nécessaires au commerce, l'Accord OTC énonce des règles détaillées concernant les procédures d'évaluation de la conformité. Pour l'essentiel, il dispose que les institutions du gouvernement central doivent accorder aux fournisseurs des pays tiers un accès non discriminatoire aux procédures applicables. Par ailleurs, les procédures elles-mêmes ne devraient pas devenir des obstacles non nécessaires au commerce; autrement dit, elles ne doivent pas être plus rigoureuses ni appliquées de manière plus rigoureuse qu'il n'est nécessaire pour donner au Membre importateur des assurances suffisantes quant à la conformité des produits avec les normes ou règlements techniques. Les membres sont tenus de faire en sorte que les procédures d'évaluation de la conformité soient engagées et achevées aussi vite que possible, que les demandes de renseignements soient limitées à ce qui est nécessaire pour évaluer la conformité, et que le choix de l'emplacement des installations utilisées à cette fin ne soit pas de nature à constituer une gêne non nécessaire pour les requérants.

31. Aux termes de l'article 6 de l'Accord OTC, les Membres sont encouragés à participer à des négociations sur les accords de reconnaissance mutuelle des procédures d'évaluation de la conformité et l'acceptation, dans la mesure du possible, des résultats des procédures appliquées par d'autres Membres, à condition que celles-ci soient considérées adéquates et offrent une assurance de la conformité équivalente à leurs propres procédures. Il est reconnu dans l'Accord que des consultations préalables pourront être nécessaires pour arriver à un accord mutuellement satisfaisant sur la compétence des organismes ou institutions d'évaluation de la conformité concernés. A cet égard, les directives ou recommandations pertinentes émanant d'organismes internationaux à activité normative seront prises en considération.

32. Les règles de l'Accord OTC concernant la certification de la conformité aux normes ont été établies en partie pour tenir compte de la complexité croissante des systèmes d'évaluation de la conformité dans de nombreux pays, qui comportent de plus en plus des prescriptions discriminatoires ou faisant double emploi concernant la certification des produits et l'assurance de la qualité. Dans le domaine des services aussi, discrimination et double emploi seraient sans doute tout autant des obstacles au commerce. Il semblerait qu'il reste beaucoup à faire pour arriver à comprendre dans leurs grandes lignes les diverses procédures d'évaluation de la conformité à des normes particulières qui sont actuellement appliquées par les Membres dans les différents secteurs des services. Dans le cas des services comptables, la conformité du service ou du fournisseur de services aux normes établies n'est généralement évaluée au préalable par aucun organisme. C'est le comptable lui-même qui déclare avoir agi suivant les règles déontologiques et fourni un service conforme aux normes techniques requises. Les contrôles éventuels sont effectués postérieurement et par les organismes professionnels concernés qui, dans le cadre de leurs attributions, vérifient généralement la qualité des travaux accomplis par leurs membres, y compris le respect des normes. Il semble y avoir dans ce secteur une tendance à soumettre les membres de la profession à une surveillance accrue, avec un recours plus fréquent à l'inspection par des confrères et à des programmes de contrôle de la qualité. Les procédures d'évaluation de la conformité devront donc être adaptées à ce contexte particulier pour être d'une utilité quelconque. Dans le cas des contrôles *a posteriori*, par exemple, il ne s'agit pas d'assurer un accès équitable de professionnels étrangers à ces contrôles, mais d'en éviter la nécessité.

33. Le Groupe de travail voudra peut-être examiner quels autres travaux devront être menés pour déterminer l'opportunité d'appliquer l'approche figurant dans l'Accord OTC à l'évaluation de la conformité, aux niveaux général et sectoriel. Plus précisément, on pourrait relever que certaines procédures de qualifications ont des points communs avec les procédures d'évaluation de la conformité telles qu'elles sont définies dans l'Accord OTC. Il s'agit dans les deux cas de prescriptions administratives et procédurales qui visent à assurer la conformité à d'autres règles de fond. L'article VI:4 dispose que ces procédures ne doivent pas être plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour assurer la qualité du service et doivent être fondées sur des critères objectifs et transparents. Le Groupe de travail voudra peut-être examiner la question de savoir s'il faut inclure dans les disciplines à élaborer au titre de l'article VI:4 l'obligation de faire en sorte que les procédures de qualifications ne soient

pas plus rigoureuses ni appliquées de manière plus rigoureuse qu'il n'est nécessaire pour donner la certitude qu'il est satisfait aux prescriptions en matière de qualifications. Faudrait-il aussi stipuler que les procédures de qualifications doivent être engagées et achevées aussi vite que possible et que les renseignements et documents demandés aux professionnels d'autres Membres doivent être limités à ce qui est nécessaire pour déterminer si les conditions en matière de qualifications sont réunies? De même, faudrait-il instituer l'obligation d'éviter que les dispositions d'ordre pratique et logistique (lieu et date des examens, par exemple) n'occasionnent de gêne non nécessaire pour les requérants?

III. PRINCIPAUX ELEMENTS DE L'ACCORD SUR LES PROCEDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

34. A l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, ces formalités sont définies comme étant les "*procédures administratives utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation qui exigent, comme condition préalable à l'importation sur le territoire douanier du Membre importateur, la présentation à l'organe administratif compétent d'une demande ou d'autres documents (distincts des documents requis aux fins douanières)*". L'Accord contient des dispositions générales concernant les licences d'importation, ainsi que des dispositions spécifiques applicables aux procédures de licences d'importation automatiques et non automatiques. Dans le cadre des procédures de licences automatiques, les licences d'importation sont accordées sur simple demande, la délivrance des licences devant être véritablement automatique, sans restriction, non discriminatoire et rapide. Les procédures de licences non automatiques sont liées à des mesures restrictives ou visant à réaliser un objectif d'intérêt public particulier.

35. Les dispositions générales ont pour objet de réduire les possibilités de discrimination ou le pouvoir discrétionnaire des autorités administratives s'agissant des procédures applicables aux deux types de licences. Elles précisent que les règles relatives aux procédures de licences d'importation seront neutres dans leur application et administrées de manière juste et équitable. En ce qui concerne les formalités et la documentation, l'Accord prévoit ce qui suit:

- Les règles et tous les renseignements concernant les procédures doivent être publiés, chaque fois que cela est possible dans la pratique, 21 jours avant la date où la prescription prend effet et en aucun cas après cette date. Toute exception ou dérogation à ces règles ou aux listes des produits soumis à licence, ou toute modification de ces règles ou de ces listes, doit être publiée et des exemplaires de ces publications mis à la disposition du Secrétariat. Les Membres peuvent présenter des observations par écrit concernant les procédures de licences et doivent avoir la possibilité d'en discuter avec le Membre concerné.
- Les formules de demande et de renouvellement doivent être simples, et seuls les documents et renseignements jugés strictement nécessaires au bon fonctionnement du régime de licences peuvent être exigés lors de la demande.
- Les procédures de demande et de renouvellement doivent être simples, un délai raisonnable devant être ménagé pour la présentation des demandes de licences.
- Le nombre des organes administratifs auxquels doivent s'adresser les requérants en ce qui concerne leur demande doit être limité à un seul, sauf s'il est strictement indispensable qu'il en soit autrement, et ne doit en aucun cas être supérieur à trois.
- Les demandes ne doivent pas être refusées en raison d'erreurs mineures dans la documentation et les erreurs commises par inadvertance ou omissions mineures ne doivent pas donner lieu à des pénalités pécuniaires excessives.

36. Les licences automatiques doivent être délivrées rapidement et en tout cas dans un délai maximal de dix jours après la réception de la demande. L'Accord précise aussi les conditions qui doivent être remplies pour qu'une licence puisse être réputée automatique. En ce qui concerne les licences d'importation non automatiques, il vise à faire en sorte que les procédures ne renforcent pas en soi le caractère restrictif de la mesure appliquée et que les mesures adoptées soient transparentes. L'Accord énonce les principales règles ci-après pour l'administration et l'attribution des licences non automatiques:

- Transparence quant à l'attribution des licences et aux détails administratifs du régime de licences: Tous les renseignements sur les critères d'administration et d'attribution ainsi que le fonctionnement du régime de licences seront publiés. Par exemple, les Membres qui administrent les contingents d'importation par voie de licences doivent publier le volume total et/ou la valeur totale des contingents et leur période d'application. Lorsque les contingents sont répartis par pays, le Membre qui applique la restriction doit informer dans les moindres délais tous les Membres fournisseurs intéressés des attributions contingentaires. D'une manière générale, l'Accord fait obligation aux Membres de publier des renseignements suffisants pour permettre aux commerçants de savoir sur quelle base les licences sont accordées, et il énonce aussi des règles pour la notification de l'établissement de procédures de licences d'importation ou de modifications apportées à ces procédures.
- Conditions à remplir pour obtenir une licence: Les conditions fixées pour l'attribution de contingents par le biais de licences d'importation doivent être non discriminatoires. Tout importateur potentiel auquel une licence a été refusée a le droit de demander des explications à ce sujet et de faire appel de la décision ou d'en demander la révision conformément à la législation nationale.
- Délai d'examen des demandes: Les demandes de licences doivent être, en principe, examinées dans les 30 jours si elles le sont dans l'ordre de réception, le premier venu étant le premier servi, et dans les 60 jours si toutes les demandes sont examinées simultanément.

37. Il ressort de ce qui précède que, en ce qui concerne les procédures de licences non automatiques, les charges administratives imposées aux importateurs doivent se limiter à ce qui est absolument nécessaire pour administrer les mesures auxquelles elles s'appliquent et ne devraient pas avoir sur les importations plus d'effets de restriction ou de distorsion que n'en auraient éventuellement les mesures elles-mêmes.

38. Comme il a été dit plus haut, l'article VI:4 de l'AGCS dispose que les procédures de licences ne doivent pas constituer en soi une restriction au commerce des services. Par ailleurs, l'article VI:3 précise que dans les cas où une autorisation est exigée pour la fourniture d'un service pour lequel un engagement spécifique a été pris, les autorités chargées de délivrer les licences doivent informer le requérant, dans un délai raisonnable, de la décision concernant la demande. Il prévoit aussi l'obligation d'informer, sans retard indu, le requérant de ce qu'il advient de la demande. Dans le cadre de l'AGCS, des procédures de licences peuvent être mises en place pour administrer des prescriptions réglementaires de fond ou des restrictions au commerce comme celles qui relèvent de l'article XVI (une limitation du nombre de fournisseurs de services, par exemple). Dans d'autres cas, l'octroi d'une licence peut être une simple formalité. Cette distinction est comparable à celle qui est faite entre les licences automatiques et non automatiques dans l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

39. Le parallèle entre ce qui est énoncé ou envisagé dans l'AGCS et l'approche adoptée dans le GATT est clair, surtout dans le souci d'empêcher le régime de licences de devenir en soi un instrument de restriction du commerce. Les deux accords visent aussi à faire en sorte que l'administration des

procédures de licences soit transparente, impartiale et assortie de délais raisonnables. Eu égard à cette similitude, il y aurait lieu de se demander s'il est possible de trouver dans les dispositions plus détaillées de l'Accord des indications pour l'élaboration des disciplines prévues à l'article VI. Les Membres voudront peut-être voir s'il faut, par exemple, instituer l'obligation de recourir à des formulaires de demande aussi simples que possible, limiter la documentation et les renseignements requis à ce qui est jugé strictement nécessaire au bon fonctionnement du régime de licences, limiter le nombre des organes administratifs auxquels un requérant doit s'adresser en ce qui concerne sa demande, et définir un délai pour l'examen des demandes. Il convient de noter, cependant, que toutes ces questions pourraient s'appliquer aux disciplines concernant les procédures de licences dans le domaine des services d'une manière générale, mais qu'une approche sectorielle serait peut-être nécessaire dans certains cas. Par exemple, le délai approprié pour l'examen d'une demande de licence peut bien varier selon les secteurs.

IV. RESUME ET CONCLUSIONS

40. Dans le présent document, on a examiné les principales dispositions de l'Accord OTC et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation afin de savoir dans quelle mesure il est possible d'y trouver des indications pour le programme de travail, envisagé à l'article VI:4 de l'AGCS, concernant les réglementations intérieures régissant le commerce des services. Il y a une grande similitude entre la conception fondamentale des interventions réglementaires dans les deux accords du GATT de 1994 et celle qui est adoptée ou envisagée dans l'AGCS. D'une manière générale, la similitude ressort le plus clairement dans l'idée, énoncée aussi bien dans le GATT que dans l'AGCS, qu'il faut faire en sorte que les procédures et les interventions réglementaires soient transparentes et prévisibles et qu'elles n'aient pas plus d'effets perturbateurs ou restrictifs sur le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser l'objectif fixé par les pouvoirs publics. La base de cette approche semble évidente étant donné que le GATT comme l'AGCS visent globalement à préserver et à promouvoir un système commercial multilatéral ouvert. Ce qui est moins évident, toutefois, ce sont les prescriptions et procédures détaillées à mettre en place pour créer un cadre réglementaire approprié.

41. Avant de devenir ce qu'ils sont aujourd'hui, les deux accords du GATT de 1994 ont été mûris pendant de longues années, à partir des années 70. Leurs dispositions détaillées ont été développées et affinées au vu de l'expérience acquise et de l'évolution des besoins. Le présent document ne part pas de l'idée que tous les enseignements et dispositions concernant les marchandises peuvent être simplement transposés dans le domaine des services, mais il y a bien lieu de penser qu'en égard à la similitude intrinsèque entre le GATT et l'AGCS il serait bon, comme point de départ pour le programme de travail envisagé à l'article VI:4, de se demander jusqu'à quel point il est possible de tirer parti de l'expérience acquise. De même, le Groupe de travail des services professionnels a consacré beaucoup de temps à l'analyse des questions réglementaires dans le secteur des services comptables, et les connaissances ainsi réunies seraient sans doute utiles dans le contexte plus général des travaux prévus à l'article VI:4 concernant les réglementations intérieures.

42. Il conviendrait de formuler une observation générale au sujet des questions relatives aux normes et aux régimes de licences dans le contexte du commerce des services: du fait que l'AGCS vise à la fois les fournisseurs de services et les services eux-mêmes, et que les secteurs des services sont souvent davantage réglementés que les secteurs des marchandises, il peut y avoir de très grandes différences entre les secteurs quant à la nature des interventions réglementaires. Il y aura une limite naturelle à l'applicabilité des règles et disciplines générales dans le domaine des services, au-delà de laquelle les spécificités sectorielles sont inévitables. La plus grande difficulté sera peut-être d'élaborer un cadre réglementaire d'application générale aussi détaillé que possible, puis des règles sectorielles concernant les régimes réglementaires fondées sur les principes généraux. Cette manière de procéder serait clairement conforme à l'approche énoncée à l'article VI:4. Outre les questions dégagées de l'analyse contenue dans le présent document qui sont résumées ci-après, il faudra dans nombre de cas déterminer

le degré approprié de spécificité sectorielle. Pour éviter les répétitions, ce problème particulier n'a pas été mentionné chaque fois qu'il peut se poser.

i) Accord sur les obstacles techniques au commerce

43. L'analyse de l'Accord OTC qui précède a été axée sur trois aspects distincts de l'Accord. Il s'agit, premièrement, des dispositions relatives aux règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité, qui doivent tous être conçus et mis en oeuvre de façon à ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce. Deuxièmement, la discussion a porté sur plusieurs aspects de l'Accord visant à assurer la transparence et la définition des responsabilités dans le cas des activités normatives (règlements techniques et normes) et des procédures d'évaluation de la conformité. Il a été question, notamment, des prescriptions en matière de notification et du droit des Membres de formuler des observations sur les règlements envisagés et les procédures relatives aux normes au stade de l'élaboration. Troisièmement, on a voulu savoir comment l'harmonisation, par le biais de l'adoption de normes établies au niveau international, et les procédures d'évaluation de la conformité pourraient contribuer à empêcher que les normes et les procédures d'application des normes ne deviennent des obstacles non nécessaires au commerce.

Questions qui pourraient faire l'objet d'un examen plus poussé

44. L'étude qui précède a permis de dégager certaines questions qui semblent mériter un examen plus approfondi de la part des Membres; ces questions sont résumées ci-dessous. Elles ne sont pas présentées dans un ordre particulier et ne préjugent pas des opinions des Membres quant à savoir si ces questions, ou d'autres, devraient être étudiées dans le cadre d'un programme de travail sur l'article VI:4.

- i) Serait-il utile d'établir une distinction entre normes obligatoires et norme facultatives pour le secteur des services, de la même façon que dans l'Accord OTC?
- ii) Ni l'Accord OTC ni l'AGCS ne contiennent de liste exhaustive des objectifs légitimes de politique générale qui justifieraient l'adoption de normes ou de prescriptions en matière de licences. Serait-il utile de donner des exemples plus précis d'objectifs d'intérêt public dans le cadre de l'AGCS?
- iii) L'Accord OTC comme l'AGCS fondent l'objectif consistant à éviter une restriction des échanges sur la notion de "nécessité", c'est-à-dire sur la règle selon laquelle les normes et prescriptions en matière de licences ne doivent pas constituer des obstacles non nécessaires au commerce. Est-il utile d'explicitier davantage la notion de nécessité dans l'AGCS, soit sur le plan général soit au niveau des secteurs?
- iv) Il est probable que les politiques et les procédures relatives aux normes varient considérablement dans le secteur des services, en particulier dans les domaines apparemment nombreux dans lesquels aucune norme internationale n'a été élaborée. Cette situation justifie-t-elle que l'on envisage la création d'un mécanisme spécial de consultations qui permettrait aux Membres d'engager des débats et de donner des explications, sur demande, au sujet de certains aspects de leur régime réglementaire?
- v) Ni l'Accord OTC ni l'AGCS se sont censés s'appliquer à la teneur des normes. L'Accord OTC établit cependant des règles détaillées régissant chaque stade des procédures liées à la mise en place de normes, notamment élaboration, adoption et procédures de certification, ainsi que certains aspects de leur mise en oeuvre. Des

disciplines similaires relatives aux normes, notamment aux prescriptions en matière de qualifications, devraient-elles être établies dans le cadre de l'AGCS?

- vi) L'Accord OTC exige que les normes ou règlements techniques internationaux soient utilisés sauf lorsqu'ils sont inefficaces ou inappropriés pour atteindre l'objectif légitime de politique générale recherché. L'article VI:5 de l'AGCS dispose qu'il faut tenir dûment compte des normes internationales pour déterminer si un Membre se conforme à ses obligations énoncées à l'article VI:5 a). Aux termes du paragraphe 5 de l'article VII (Reconnaissance), chaque fois que cela sera approprié, la reconnaissance devrait être fondée sur des critères convenus multilatéralement et les Membres devraient collaborer avec les organisations compétentes à l'élaboration de normes communes. Les dispositions de l'AGCS devraient-elles être précisées davantage?
- vii) Dans le cadre des dispositions en matière de transparence visant à assurer une définition adéquate des responsabilités, l'Accord OTC exige que si les normes internationales ne sont pas utilisées ou qu'il n'en existe pas, et qu'une norme envisagée peut avoir un effet notable sur le commerce, elle doit être notifiée avant d'être adoptée et faire l'objet de consultations organisées sur demande. L'article III de l'AGCS exige que les mesures d'application générale qui affectent le commerce des services soient publiées et que les modifications de la politique générale qui touchent des services visés par des engagements spécifiques soient notifiées. Serait-il souhaitable d'élargir les dispositions de l'AGCS concernant la transparence dans le domaine des normes afin qu'elles contiennent aussi des prescriptions en matière de notification préalable et de consultations ou de justification d'une norme particulière sur demande? Ces prescriptions devraient-elles être d'application générale ou viser seulement les cas dans lesquels des engagements spécifiques ont été souscrits?
- viii) L'Accord OTC vise à établir des procédures garantissant que l'évaluation de la conformité ne devienne pas un obstacle non nécessaire au commerce. Une approche similaire, qui supposerait la création d'obligations relatives aux procédures d'évaluation de la conformité et empêcherait en particulier de se soustraire à ces procédures, serait-elle souhaitable dans le cadre de l'AGCS?
- ix) L'Accord OTC encourage la reconnaissance mutuelle des procédures d'évaluation de la conformité, à peu près comme le fait l'AGCS, à l'article VII, en ce qui concerne la délivrance d'autorisations, de licences et de certificats pour les fournisseurs de services. Les dispositions de l'AGCS doivent-elles être élaborées davantage?
- ii) Accord sur les procédures de licences d'importation

45. L'objectif fondamental des règles du GATT de 1994 relatives aux licences d'importation est de garantir que les procédures de licences ne constituent pas en soi un obstacle au commerce. Le même objectif de politique générale est énoncé à l'article VI:4 c) de l'AGCS. L'Accord sur les procédures de licences d'importation donne effet à cet objectif d'un certain nombre de façons, notamment en réduisant au minimum les possibilités de discrimination et le pouvoir discrétionnaire des autorités administratives s'agissant des décisions et procédures en matière de licences, en visant à garantir que la charge administrative imposée par les procédures de licences n'est pas plus lourde que ce qui est indispensable pour atteindre l'objectif fondamental de politique générale recherché et en exigeant que toutes les procédures de licences soient mises en oeuvre de façon rapide, transparente et impartiale.

Questions qui pourraient faire l'objet d'un examen plus poussé

46. Si l'approche adoptée dans l'AGCS est très semblable à celle de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, les dispositions détaillées de ce dernier accord n'existent pas actuellement dans l'AGCS. Certaines questions dont il faudrait peut-être tenir compte lorsque l'on examinera l'opportunité d'introduire des dispositions de ce type dans l'AGCS sont énumérées ci-dessous.

- i) S'il est jugé souhaitable d'établir des critères de recevabilité *ex ante* pour l'octroi de licences, existe-t-il une meilleure façon de le faire qu'en créant une distinction entre licences automatiques et licences non automatiques? D'une façon plus générale, cette distinction est-elle utile dans le cadre de l'article VI:4?
- ii) Faudrait-il élaborer dans l'AGCS des règles plus détaillées pour garantir que les procédures en matière de licences sont neutres dans leur application et administrées de manière équitable?
- iii) Faudrait-il élaborer des règles concernant la publication préalable de tous les renseignements nécessaires au respect des prescriptions en matière de licences? Serait-il approprié d'ajouter d'autres prescriptions en matière de transparence, par exemple des obligations générales de notification, à celles qui sont prévues à l'article III?
- iv) Faudrait-il établir l'obligation de veiller à ce que les prescriptions en matière de licences, s'agissant notamment de la documentation et du nombre d'entités participant à l'examen d'une demande de licence, soient les plus simples possibles, tout en étant compatibles avec les objectifs fondamentaux des licences?
- v) Faudrait-il préciser davantage la notion de "délai raisonnable" utilisée à l'article VI:3 de l'AGCS afin de fixer des délais spécifiques et, dans l'affirmative, à quel niveau de spécificité sectorielle?